

Communiqué de presse

BENU Village : les salariés attendent toujours des explications

En septembre dernier, l'OGBL avait déjà dénoncé les dysfonctionnements survenus au sein du projet BENU Village résultants d'une gestion misérable et d'un manque de supervision politique et avait demandé des explications au nom des quelque 40 salariés de cette association sans but lucratif.

Le 18 octobre, l'OGBL avait ensuite également sollicité une entrevue urgente auprès du bourgmestre de la ville d'Esch-sur-Alzette afin de discuter de la situation. A ce jour, l'OGBL n'a toujours pas reçu de réponse, ce qui témoigne d'une indifférence inacceptable de la part des responsables politiques quant à l'avenir et au bien-être des salariés d'un projet qui, ironiquement, avait été présenté comme le fleuron social et durable de la Métropole du Fer.

Rappelons que BENU Village est financé par des fonds publics et qu'il est donc absolument honteux que sa gestion financière déplorable ait été autant négligée avec pour résultat, qu'aujourd'hui, 40 salariés ne savent toujours pas s'ils auront encore un emploi le mois prochain.

Il doit également être rappelé qu'au Luxembourg un employeur qui emploie plus de 15 personnes est légalement tenu d'organiser des élections sociales pour désigner une délégation du personnel et permettre ainsi aux employés d'être représentés dans l'entreprise. Ceci non plus n'a pas été jugé nécessaire chez BENU Village. Suite à la pression exercée par les salariés, soutenus dans leur démarche par l'OGBL, des élections sociales doivent enfin être organisées encore cette année.

Dans ce contexte, l'OGBL, ensemble avec les salariés, se dit prêt à engager toutes les actions syndicales nécessaires afin de clarifier la situation dans l'intérêt des salariés. La direction, le conseil d'administration et les responsables politiques doivent rendre des comptes quant aux dysfonctionnements survenus chez BENU Village.

Enfin, il est tout à fait inacceptable que les salariés, qui font partie de l'association depuis des années et qui se sont entièrement engagés dans ce soi-disant projet phare, soient abandonnés à leur sort comme c'est le cas actuellement.

**Communiqué par le syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs de l'OGBL,
le 14 novembre 2023**